

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.

ABONNEMENTS : Pour Roubaix, trois mois, 7 francs, 50
 six mois, 14
 un an, 25

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant, bureau du Journal, rue Nain, 1.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

Toutes les communications relatives au Journal doivent être déposées la veille de la publication.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

Les annonces et les abonnements sont reçus :
 A LILLE : chez M. BÉGNIN, libraire, rue de la Grande-Chaussée,
 A PARIS : chez M. LAFFITE-BULLIER, 20, Rue de la Banque.

ROUBAIX, 20 AVRIL 1869.

Bulletin politique.

Les journaux optimistes en sont une fois de plus pour leurs affirmations aventureuses. Le différend franco-belge est au même point après qu'avant la conférence tenue vendredi au ministère des affaires étrangères.

Ce qui paraît certain, c'est qu'après un débat sommaire des propositions présentées par M. Frère-Orban au nom du Gouvernement belge, M. Gressier a été, dit-on, chargé de faire de son côté un projet qui exprimerait les vues de la France. On se réunira ensuite pour examiner s'il est possible, au moyen de concessions mutuelles, de rapprocher les deux systèmes et d'arriver à un compromis.

D'après des informations de Bruxelles, l'opinion publique serait fort émue des difficultés que rencontre l'arrangement désiré, dans l'un et l'autre pays, par tous les gens raisonnables. On va jusqu'à parler de la retraite du ministère et de son remplacement par des hommes politiques dont la mission spéciale serait de terminer ce litige aussi promptement possible. Mais il faudrait aussi dissoudre les Chambres, car elles ont voté la loi du 23 février.

Nous ne cessons pas cependant d'espérer une solution amiable.

Les bruits d'union douanière entre la France et la Belgique viennent d'être l'objet d'une interpellation devant la Chambre des députés de Bruxelles. M. Van der Stichele, ministre des affaires étrangères, a déclaré textuellement :

« Que le gouvernement français n'avait fait au gouvernement belge, ni directement, ni indirectement, la moindre proposition d'une semblable union. »

Le travail a repris dans les mines de Béthune; la grève est stationnaire dans le Borinage; les ouvriers du Grand-Bac, à Silesien, ont refusé de travailler. Un des membres les plus actifs de l'Internationale vient d'être arrêté à Bruxelles et mis au secret.

La Correspondance de Berlin assure que les journaux officiels de Paris, qui croient que l'idée d'une alliance avec la Russie est de plus en plus abandonnée dans le monde politique prussien, prennent leurs desirs pour des réalités.

J. REBOUX.

La discussion sur les traités de commerce et sur la situation de l'industrie française a occupé, en grande partie, la séance de samedi au Corps législatif. Après MM. Géllet et Buffet, qui sont venus exposer les souffrances des départements de l'Est, les députés du Nord, MM. Kolb-Bernard, Jules Brame et Des Rotours, ont pu successivement la parole.

Avec l'énergie qu'on lui connaît, M. Jules Brame a fait devant l'assemblée un tableau détaillé mais malheureusement trop exact de la situation particulièrement faite aux villes de Roubaix et de Tourcoing. Il a montré la première, heureuse et prospère il y a quelques années, et aujourd'hui accablée d'impôts parce qu'elle est obligée de payer des sommes énormes, des indemnités considérables aux industriels et aux citoyens qui ont été victimes du pillage de l'incendie, de la révolte, résultat immédiat du traité de commerce.

Nous voyons par le compte-rendu que cette déclaration de notre représentant a

soulevé des réclamations sur certains bancs de la Chambre. N'en déplaise aux interrupteurs, elle est cependant l'expression exacte de la vérité et M. Dewat, maire de la ville de Roubaix, qui n'est cependant pas un indiscipliné et dont le sincère dévouement à l'Empereur est bien connu, disait lui-même, dans son dernier discours à M. de Saint-Paul, administrateur du département :

« La crise terrible qui a mis et qui laisse encore notre industrie à l'épreuve depuis quatre ans; l'émeute, qui en fait l'une des premières et des plus regrettables conséquences, ont, avec l'épidémie et les misères qu'elle a amenées, ruiné nos finances municipales. »

On voit que le représentant élu de la ville de Roubaix et celui de nos concitoyens qui a été choisi par l'Empereur pour diriger nos affaires municipales, sont ici complètement d'accord.

Une enquête, mais une enquête sincère, approfondie, tel a été le vœu émis en terminant par nos honorables représentants qui, cette fois encore, ont vaillamment défendu les intérêts qui leur sont confiés.

Telle aussi a été la conclusion de M. Thiers dont le discours très-remarquable a produit une grande sensation dans la région du Nord. La jurisprudence admise par les tribunaux en matière d'appréciation des débats du Corps législatif nous obligeant à une grande réserve, nous ne suivrons pas M. Thiers dans tous ses développements, et nous nous contenterons à dire que l'illustre orateur a mis à néant les explications d'ailleurs fort embarrassées du ministère, et qu'il a fait preuve, une fois de plus, d'une connaissance approfondie des choses de l'industrie. Il est cependant un point de son argumentation que nous voulons relever, car il répond victorieusement à l'une des conjectures les plus ingénieuses de nos versaires.

Selon ces derniers, en effet, la désolante situation faite à l'industrie française, n'est que la conséquence du malaise général qui pèse, en Europe, sur les affaires commerciales.

« Eh bien, oui, dit M. Thiers, les produits anglais ne trouvent plus de débouchés en Amérique, ils en trouvent beaucoup moins dans l'Amérique du Sud, en Espagne et dans les pays consommateurs. Oui, c'est vrai, ils souffrent, mais voici le phénomène que vous ne voulez pas voir, c'est que les produits anglais, ne trouvant pas à se placer ailleurs, se rejettent exclusivement sur le marché français. »

C'est là l'explication de notre souffrance : nous ne souffrons pas seulement de ce que nos produits sont beaucoup moins admis qu'autrefois dans l'Amérique du Nord et du Sud, nous souffrons surtout de ce que les produits anglais sont refoulés sur le marché français, et jettent toutes nos industries dans un véritable état de perturbation.

Nos lecteurs savent que cette explication d'une exactitude rigoureuse a souvent été émise dans ce journal et qu'elle a été l'un des plus puissants arguments invoqués par les Chambres consultatives de Roubaix et de Tourcoing dans les mémoires adressés au ministre du commerce. Si la lumière n'éclairait pas nos économistes officiels, ils se seraient depuis longtemps rendus à une telle évidence.

En terminant, M. Thiers a eu un mot terrible : « Votre liberté économique, a-t-il dit, ressemble à votre liberté politique : ce n'est qu'une comédie. »

L'arrêt est sévère. Tombant d'une telle bouche, il causera dans le pays tout entier une profonde émotion. A la Chambre, il a soulevé un orage. Les ministres trépidants sur leur banc, nous dit une lettre de Paris; l'opposition et le tiers-parti applaudissent avec enthousiasme. Parmi les membres de la majorité, les uns étaient comme épouvantés et gardaient le silence; les autres réclamaient un rappel à l'ordre que le président a formulé à demi, avec une grande hésitation.

Cet incident demeurera comme l'un des curieux et des plus instructifs de la session.

Le ministre du commerce a essayé une réponse à M. Thiers. Malgré le talent qu'il faut lui reconnaître, il n'a pu sauver une situation désespérée. La cause de l'industrie est gagnée devant l'opinion. L'indifférence et le mauvais vouloir de la majorité n'ont servi qu'à montrer une fois de plus aux électeurs combien il leur importe de nommer des députés vraiment indépendants, et non des candidats du gouvernement qui font passer leur dévouement aux ministres avant les intérêts de leurs mandataires.

M. Poyet-Quertier a parlé ensuite et achevé ce que les précédents orateurs avaient si bien commencé.

Avant la clôture, M. Jules Brame s'est levé une dernière fois pour réclamer l'enquête parlementaire. Cette enquête, nos industries la demandent aussi; ELLES LA VEULENT; elles l'obtiendront, nous en avons la certitude, de la représentation nationale qui sortira, rajeunie et retrempe, des prochaines élections.

J. REBOUX.

Hier lundi, à l'occasion du procès-verbal, diverses observations générales ont été présentées par M. Aimé Gros et M. Jules Brame, qui ont demandé au gouvernement où en était l'enquête industrielle.

Le ministre a répondu qu'il ne lui était point encore permis de fixer l'époque où les résultats de l'enquête seraient connus, mais que, sur le point spécial relatif à l'admission temporaire des tissus destinés aux fabriques d'indiennes imprimées, une commission serait nommée avant quinze jours.

J. R.

LA CRISE DES LINS ET DES LAINES.

L'industrie des lins et celle des laines traversent une crise douloureuse. Il est impossible de contester ce fait qui se manifeste par l'avilissement des prix et par la fermeture de nombreux établissements industriels. Les causes de ce désastre remontent à l'époque de la guerre d'Amérique. La production a pris, pendant cette guerre, une activité exceptionnelle et les besoins de la consommation ayant subitement diminué, les fabricants se sont vus chargés d'un stock énorme de marchandises qu'il leur a été impossible d'écouler à des prix rémunérateurs.

Dès le début de la guerre de sécession, les armées américaines furent pourvues de quantités considérables de sacs en toile. Ces sacs étaient généralement employés à faire des fortifications improvisées, qu'on abandonnait souvent devant l'ennemi et qu'on renouvelait incessamment devant les divers champs de bataille, où se portaient les combats. Sous l'impulsion de cette consommation extraordinaire, les filatures de lins d'Angleterre et de France ne tardèrent pas à décuiper leur fabrication, de grands bénéfices furent réalisés et, ainsi qu'il arrive toujours quand une industrie prospère, de nouvelles filatures s'élevèrent bientôt à côté des anciens établissements. Le nombre des broches s'accroît dans des proportions énormes et la filature française se trouva promptement en mesure non-seulement de suffire aux demandes de l'Amé-

rique mais même de les dépasser. C'est dans cette situation dangereuse que nos filateurs de lins furent surpris par la cessation des hostilités. En quelques semaines, la valeur de leurs produits baissa avec une rapidité effrayante, des catastrophes éclatèrent, le travail se ralentit partout, et, au milieu de cette industrie, plongée dans un profond malaise, est de plus à la merci des Anglais qui, grâce aux traités de commerce, lui disputent sa clientèle.

L'industrie des laines a passé par les mêmes phases que la filature du lin. Lorsque les États-Unis entretenaient un million de soldats sous les armes, on expédiait en Amérique des cargaisons entières de couvertures de laine. La guerre finie, nos fabricants sont restés en possession d'un trop-plein qu'il leur a été impossible d'écouler. M. Vulfran-Mollet fait, en même temps, remarquer que l'industrie des laines est d'ailleurs soumise à une influence économique de plus en plus redoutable qui tend à faire incessamment baisser les prix des matières premières : c'est l'abondance croissante des laines expédiées d'Australie en Europe.

La production de la laine a pris, en effet, en Australie un développement incomparable et dont on peut se faire une idée en sachant que dans ce pays les troupeaux comptent jusqu'à 200,000 têtes de bétail. Les éleveurs d'Australie sont d'ailleurs en mesure de livrer la laine à des prix d'autant moins élevés qu'ils tirent un grand bénéfice de la vente de leurs suifs et qu'on peut prévoir le jour où la laine ne se vendra pas plus que ne valait le coton avant la guerre d'Amérique.

Dans ces conditions, nos industries nationales ne peuvent conjurer les périls qui les menacent que par de larges économies sur les frais généraux. Or, il dépend du gouvernement de lui procurer ces économies en provoquant sur toutes nos voies de transport, canaux, et chemins de fer, d'importantes diminutions de tarifs.

La concession du réseau du Nord peut être considérée, nous le reconnaissons, comme un résultat dans cette voie féconde. Mais il reste beaucoup à entreprendre et nous ne saichions pas que dans les conventions récemment passées avec les Compagnies de chemins de fer on ait stipulé aucune modification de tarifs. Quant à l'abaissement des droits de transports sur les canaux, le gouvernement ne fait rien et ne peut rien faire. On consacre trop d'argent à acheter des chassepots pour avoir les ressources nécessaires aux besoins de l'industrie.

C'est ainsi que, la paix armée complétant l'œuvre des traités de commerce, le travail national n'a pour perspective que la détresse dans le présent et la ruine dans l'avenir. Nous appelons sur ce point l'attention de ceux de MM. les industriels qui, aux élections prochaines, ne croient pas se dispenser de voter pour les candidats officiels. — Alex. Durant.

(Indépendant français.)

LE MOUVEMENT ÉLECTORAL DANS LE NORD.

L'Echo de la frontière, de Valenciennes, revient de ces termes sur la candidature indépendante de M. Boduin :

Depuis que nous avons publié l'acceptation par M. BODUIN de la candidature qui lui avait été offerte, les adhésions nous arrivent de toutes parts.

Son nom répond en effet à tous les besoins, comme à tous les vœux des électeurs de notre important arrondissement.

Il est valenciennois d'origine, Valenciennes a trop longtemps souffert de n'être représenté au Corps législatif que par des étrangers.

Il est indépendant, non pas seulement de cette indépendance plus ou moins fragile que donne la fortune, mais de celle que donne le caractère; et, parmi nous, on apprécie surtout cette indépendance qui ne varie pas au gré du pouvoir et qui ne plie pas au vent de la faveur.

Il est libéral, et tous les électeurs qui aiment le progrès veulent la liberté, sans laquelle il n'est pas de progrès possible.

Enfin, tout le monde ici connaît le ferme caractère de son caractère. Aussi notre arrondissement se joint-il avec

empressement l'occasion qui lui est offerte de manifester ses aspirations libérales. C'est ce qui explique cette faveur presque unanime qui a salué la candidature de M. BODUIN, et qui lui promet un éclatant succès.

Nous croyons savoir que notre candidat ne tardera pas à venir se remettre en communication directe avec les électeurs.

HENRI LEMAIRE.

La publicité des débats et des votes des Conseils municipaux.

M. Harbé, maire d'Oran, s'est exprimé ainsi, dans la séance d'ouverture du conseil municipal de cette ville :

« Vous approuverez sans doute et l'autorité supérieure permettra, je l'espère que la publicité la plus entière soit donnée à nos délibérations et à nos actes. Nos commettants ont le droit de savoir l'usage que nous faisons de leur mandat. Notre intérêt, à nous, c'est qu'ils soient toujours informés des motifs qui nous font agir. Que de rumeurs, de fausses interprétations seront ainsi évitées ! Cette publicité paraît, a peut-être avoir quelques inconvénients dans les affaires en cours d'étude; mais si peu nombreuses que soit une réunion, les intéressés ne savent-ils pas toujours ce qui s'y est dit ? Pourquoi donc leur laisser le monopole de ces informations ? Si donc nous édifions jamais une salle de nos délibérations, empruntons, non pas à Venise les votes silencieuses du Conseil des Dix, mais à Sydenham les perceptions de son Palais de Cristal. »

Grève dans le Borinage.

Nous lisons dans une correspondance de l'Indépendant belge :

« Jemmapes, 17 avril. »

Aujourd'hui, samedi, jour de paie, les choses se sont, jusqu'à présent, passées fort paisiblement dans tous les environs. Les ouvriers viennent recevoir leur salaire, et s'en vont comme ils ont l'habitude. On peut craindre que dans la soirée des libations prolongées n'amènent quelques désordres; mais l'attitude des troupes est telle qu'ils ne seraient à craindre, et que les tristes événements qu'on redoutait hier n'auraient certainement pas lieu.

Si l'on pouvait décider les ouvriers à rester dans leurs communes respectives, leurs démonstrations isolées n'entraîneraient pas des mesures répressives sévères ni de funestes conséquences. Mais une fois réunis en bandes nombreuses, les grévistes s'exaltent mutuellement et se laissent entraîner à des excès déplorables à tous les points de vue. Les agitateurs viennent du dehors pour la plupart. Et, à ce propos, les diverses localités se renvoient un peu la balle. Un fait positif est que les meneurs ne choisissent pas leur propre commune comme théâtre des désordres fomentés par eux. Ils entraînent les grévistes au dehors pour aller grossir leur bande dans les communes voisines. Lors de la première démonstration, mercredi dernier, c'est un homme de Cuesmes qui se trouvait à la tête de la bande qui parcourut successivement Jemmapes, Frameries, et Nécessite, par ses excès, à Crachet-Picquery, l'appel des troupes dans le Borinage.

Nos populations ouvrières sont sous le coup des plus funestes influences. On peut, sans hésiter, attribuer à l'Internationale une large part dans la situation malade à laquelle le pays est en proie depuis quelque temps. J'ai sous les yeux le dernier numéro de l'organe des chefs de cette association, dont la Belgique commence seulement à sentir les effets. Il est encadré de noir et plein d'accusations odieuses, d'excitations nouvelles. Une page est aussi réservée aux injures et aux personnalités : c'est la seule côté plaisant de cette triste publication.

Un meeting a encore été tenu à Jemmapes hier dans la soirée. L'orateur principal n'a, toute fois, conseillé ni désordres ni voies de fait.

Des troupes nombreuses sont disséminées dans tout le Borinage. On peut en évaluer l'effectif à quatre mille hommes environ.

Les renseignements suivants, que nous